Pays: Finlande
Commission: Sommet UE-CELAC
Problématique: Comment peut-on renforcer la coopération entre l'Europe et la Communautés des États Latino-Américains et des Caraïbes, tout en surmontant les défis environnementaux ?

Située sur la côte baltique, la Finlande est le pays le plus septentrional des pays de l'Union européenne. Elle possède à l'est une longue frontière commune avec la Russie, au nord avec la Norvège et la Suède. Le pays est une république parlementaire dirigée par un Premier ministre, qui est le chef du gouvernement, et par un président, qui est le chef d'État. Le gouvernement central est situé à Helsinki et les gouvernements locaux sont établis dans les 309 municipalités (villes). Le pays est divisé en 19 régions et 70 sous-régions. L'État est membre de l'UE depuis le 1er janvier 1995, et se classe au neuvième rang de l'UE en termes de PIB par habitant, avec 40 700 euros.

La Finlande soutient la volonté principale de la CELAC: mettre fin à l'influence américaine dans la région, en renforçant le commerce, en stimulant l'économie et en intégrant les pays latino-américains dans les décisions géopolitiques mondiales. Néanmoins, elle met l'accent sur les défis environnementaux mondiaux pour promouvoir un développement durable.
Plusieurs enjeux sont à relever. Tout d'abord, les divergences entre l'UE et la CELAC sur des sujets sensibles tels que le commerce, l'environnement ou les droits de l'homme. Ensuite, le pays souligne le besoin de financement pour les projets de coopération. Enfin, les intérêts des pays membres peuvent ne pas toujours s'aligner, ce qui pourrait ralentir les processus de votation et donc le démarrage des démarches.

Le Conseil de recherche finlandais a participé au réseau de financement de la recherche d'ERANet-LAC. Un projet qui débute en octobre 2013 et s'achève en décembre 2017. Son objectif était de promouvoir la coopération entre les pays participants dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation. Les thèmes du projet étaient la bioéconomie, la sécurité alimentaire, les technologies de l'information et de la communication face aux défis sociétaux, la biodiversité, le changement climatique, l'énergie et la santé. Le réseau comprenait notamment les partenaires du Conseil de recherche finlandais CNPq (Brésil) et CONICYT (Chili). 41 projets ont été soumis par la Finlande dont 31 ont été approuvés. Ainsi, les pays de la CELAC ont reçu des aides sanitaires et ont pu mettre en place des projets énergétiques, de bioéconomie, de bioraffinerie, de biodiversité et des TIC.

La Finlande a déjà soutenu et financé des programmes de coopération tels que, dans le domaine éducatif, des échanges universitaires dans le réseau Erasmus+. Ou

encore, le projet EUROCLIMA+, où la Finlande a contribué à la réduction des émissions de gaz à effet de serre au Costa Rica et en Colombie. De surcroît, grâce à des financements finlandais, des chercheurs du Chili et de l'Argentine ont pu accéder aux installations du CERN (Organisation européenne pour la recherche nucléaire). Le partage de l'expertise en matière de gestion durable des forêts avec des pays comme le Pérou et l'Equateur ont aidé à la lutte contre la déforestation.

La Finlande a joué un rôle clé dans l'accord de partenariat scientifique UE-CELAC sur le changement climatique. En effet, elle vise à renforcer les recherches sur les énergies renouvelables et l'adaptation au changement climatique. Afin de lutter contre les enjeux de la commission, la Finlande propose d'établir un mécanisme de consultation régulière entre les Etats membres de l'UE et la CELAC et de solliciter des fonds européens dédiés à la coopération internationale. De plus, il serait convenable d'organiser des dialogues plus fréquents pour s'interroger sur les sujets clés. Nous suggérons un objectif de 5 réunions d'ici décembre 2025.

Pour conclure, tout en assurant l'engagement dans les objectifs de l'UE et des Etats Latino-Américains et Caraïbes, les intérêts de la Finlande tournent sur l'idée de promotion des technologies vertes et l'économie circulaire. Sans négliger l'éducation, elle vise le développement d'échanges éducatifs et scientifiques bénéfiques aux deux régions du monde. Enfin, il s'avère impératif de soutenir les initiatives de développement durable en Amérique Latine.